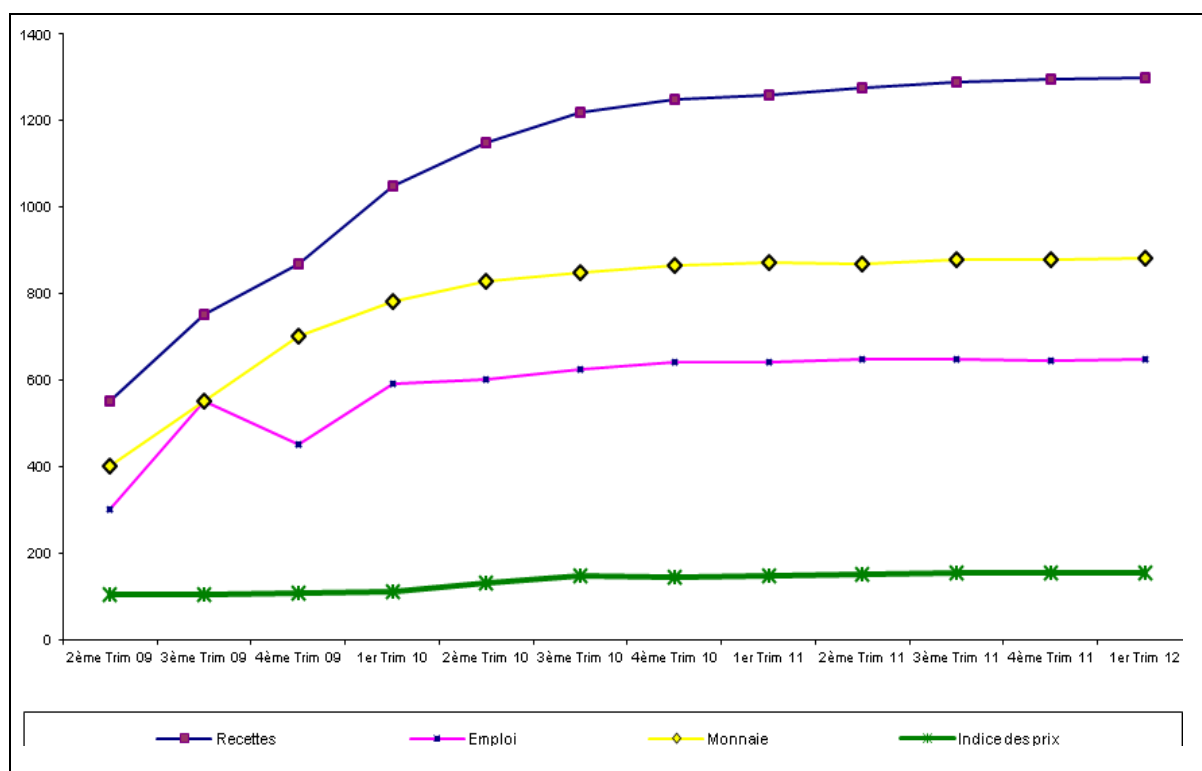


REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
CHARGE DE L'INDUSTRIE ET DE LA PLANIFICATION

**DIRECTION DE L'ECONOMIE, DU PLAN
ET DU PORTEFEUILLE**



NOTE DE CONJONCTURE

1er trimestre 2012

Table des matières

I. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE	5
1.1. Performances économiques des pays	5
1.2. Evolution sur les marchés financiers et de changes	8
1.3. L'économie de la Sous-région de l'Afrique de l'Est en 2011	11
II. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE	12
2.1. Production intérieure des biens et des services	12
2.1.1. Secteur Primaire	12
2.1.2. Secteur Secondaire	13
2.1.3. Secteur tertiaire	15
2.2. Indice des prix	22
III. LES FINANCES PUBLIQUES	25
3.1. Tableau des opérations financières de l'Etat	25
3.1.1. Evolution des recettes	25
3.1.2. Evolution des dépenses	26
3.1.3. Le solde budgétaire	27
3.2. Le Service de la dette extérieure	28
3.3. Investissements publics	28
IV- LE COMMERCE EXTERIEUR	29
V- LA MONNAIE ET LE CREDIT	30

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des taux de changes	9
Tableau 2 : Evolution du prix du baril de pétrole	10
Tableau 3 : Evolution des cours des matières premières	11
Tableau 4 : Evolution des produits de la pêche en tonne	12
Tableau 5 : Evolution de la production d'énergie	13
Tableau 6 : Production et consommation d'eau	14
Tableau 7 : Situation des demandes de permis de construire	15
Tableau 8 : Evolution marchandises sèches conteneurs à l'entrée	16
Tableau 9 : Evolution marchandises en vrac à l'entrée	16
Tableau 10 : Evolution des importations d'hydrocarbures	17
Tableau 11 : Evolution des exportations de marchandises en vrac	18
Tableau 12 : Evolution de l'activité du transport aérien	18
Tableau 13 : Evolution du transport routier	19
Tableau 14 : Evolution des immatriculations de véhicules	20
Tableau 15 : Evolutions des services de télécommunication	21
Tableau 16 : Evolution des arrivées de touristes	21
Tableau 17 : Evolution de l'indice des prix à la consommation	22
Tableau 18 : Situation de la création des entreprises	23
Tableau 19 : Evolution des ressources budgétaires	26
Tableau 20 : Evolution des dépenses budgétaires	27
Tableau 21 : Evolution du service de la dette en 2011	28
Tableau 22 : Situation de décaissement des projets	29
Tableau 23 : Evolution du commerce extérieur	30
Tableau 24 : La masse monétaire et sa contrepartie	31

RESUME INTRODUCTIF

Au titre de la conjoncture internationale, une reprise en cour, mais qui reste en danger.

Après s'être fortement assombries en 2011, les perspectives de l'économie mondiale s'améliorent de nouveau progressivement en début d'année 2012, mais les risques de dégradation restent élevés. La hausse de l'activité aux États-Unis vers la fin 2011 et l'amélioration des politiques économiques dans la zone euro face à une crise économique qui s'aggrave ont réduit la menace d'un ralentissement brutal de l'économie mondiale.

En conséquence, une faible reprise est enregistrée dans les principaux pays avancés, et l'activité est restée relativement vigoureuse dans la plupart des pays émergents et des pays en développement. Cependant, les progrès récents sont très fragiles.

Les dirigeants doivent continuer d'opérer les changements fondamentaux qui sont nécessaires pour réaliser une croissance saine à moyen terme. Les écarts de production étant élevés dans les pays avancés, ils doivent aussi calibrer leur action en vue de soutenir à court terme une croissance qui reste faible.

Au titre de la conjoncture nationale,

D'une manière générale, la conjoncture nationale au premier trimestre de l'année 2012 reste bien orientée.

Des portées encourageantes ont été enregistrées dans les secteurs des **transports et de l'énergie**.

Pour le transport maritime, des résultats satisfaisants sont constatés. Le volume de marchandises acheminées par conteneurs connaît une progression relativement importante pour le premier trimestre 2012, traduisant une tendance à la reprise des importations de Djibouti et de l'Éthiopie, avec des transbordements affichant le double entre le 1^{er} trimestre 2011 et le 1^{er} trimestre 2012 (+58 081 containers) date du commencement des troubles au Yémen dont Djibouti en a profité pour récupérer des lignes maritimes en plus.

Sur une base trimestrielle les marchandises sèches conteneurisées à l'entrée ont progressé de 13,29%. Le nombre de conteneur traités au premier trimestre est de 176 701.

En variation annuelle, le secteur du transport maritime enregistre une évolution positive aussi bien des marchandises sèches conteneurisées à l'entrée que les marchandises sèches en vrac qui connaissent des hausses de 83,05% et 1% respectivement.

En ce qui concerne, le **transport routier**, on note une progression de 9,32% sur un trimestre et de 36,33% en glissement annuel.

Enfin, le **transport aérien** affiche une hausse des mouvements d'avions de 3,76% et du nombre de passagers de 4,75% par rapport au quatrième trimestre 2011. Sur une année, les mouvements d'avions sont en accroissement de 10,75%, et le nombre de passagers transportés de 17,92%.

Quant au secteur **des télécommunications**, il affiche des performances plus que satisfaisantes pour le premier trimestre 2012. En effet, on note une hausse de 13,36% au niveau des abonnées à la téléphonie. Le nombre des abonnés à l'internet haut débit a augmenté de 58,63% sur le trimestre et de 79,56% comparativement au premier trimestre de l'année précédente.

Le secteur du **tourisme** enregistre des résultats assez positifs. Les hôtels de la place affichent un nombre de nuitées de 40 884 au premier trimestre 2012, soit une hausse de 24,37% comparé à Mars 2011.

Concernant la **création d'activités**, on note une progression dans la création nette d'entreprises de 4,1% sur les trois premiers mois de l'année 2012, surtout les secteurs du Commerce et l'Import.

Au niveau des finances publiques, le tableau des opérations financières de l'Etat est caractérisé par les évolutions suivantes :

- Les recettes et dons marquent une progression de 50% sur un trimestre et de 6% en glissement annuel ;
- Les dépenses publiques enregistrent une hausse de 17,8% en glissement annuel et de 72,8% en trois mois. Ces dépenses se sont établies à 19,29 milliards FD à la fin du premier trimestre 2012 contre 16,373 milliards FD à la même période l'année 2011 ;
- Il sort un solde budgétaire déficitaire de 2,060 milliards FD au premier trimestre 2012 contre seulement 119 millions de FD au premier trimestre 2011.

Le volume des tirages des projets en exécution dans le cadre du **programme d'investissement public** au cours du premier trimestre 2012, est de l'ordre de 1794 millions FD, soit une progression en glissement annuel 89,24% et de 112,6% sur une base trimestrielle.

I. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Dans un contexte de baisse globale des tensions sur les marchés financiers mondiaux, de nouveaux signes d'une stabilisation de l'économie mondiale ont fait leur apparition. Les données disponibles ont globalement confirmé un redressement progressif de l'économie mondiale. Toutefois, malgré l'amélioration des perspectives mondiales à court terme, des obstacles structurels continuent de freiner le rythme de la croissance à moyen terme. Des risques de dégradation ne sont toutefois pas exclus, au regard de l'instabilité de la zone euro. En effet, des risques à la baisse pèsent sur les perspectives économiques. Ils sont notamment liés à un regain de tensions sur les marchés de la dette de la zone euro et à leurs répercussions potentielles sur l'activité économique réelle de la zone. Ils ont également trait à un nouveau renchérissement des matières premières.

Les pays émergents et les pays en développement continuent de profiter de leurs solides politiques macroéconomiques et structurels, mais les facteurs de vulnérabilité internes augmentent progressivement. Bon nombre de ces pays ont connu des résultats exceptionnels ces dix dernières années, grâce à une croissance rapide du crédit ou au niveau élevé des cours des produits de base.

1.1. Performances économiques des pays

Etats Unis

L'embellie de la conjoncture américaine est de plus en plus nette, elle s'est poursuivie en ce tout début d'année 2012. Le PIB des Etats Unis a progressé de 2,2% au premier trimestre 2012. L'inflation mesurée par l'IPC est restée stable autour de 2,9 %.

L'économie américaine a créé plus d'emplois que prévu au premier trimestre 2012. Mais le chômage reste stable à 8,3%, niveau le plus bas pour le chômage aux États-Unis depuis trois ans.

La consommation des ménages, qui représente environ 70% de l'ensemble de l'activité économique, a progressé de 2,7%, après +2,1% au dernier trimestre 2011.

L'investissement des entreprises a progressé de 1,9% alors qu'il avait été annoncé en baisse de 2,1% en première estimation. Les stocks ont, quant à eux, augmenté de 57,7 milliards de dollars, au lieu de 69,5 milliards de dollars, ne contribuant à la hausse du PIB qu'à hauteur de 0,21 point de pourcentage au lieu de 0,59 point en première estimation.

Japon

Stimulée par les efforts de reconstruction, l'économie du Japon s'est accélérée au premier trimestre. Elle a atteint 1% de croissance en rythme trimestriel. En variation annuelle, le PIB s'est accru de 4,1%.

L'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier pour le premier trimestre de l'année 2012 fait également état d'une croissance positive de la production manufacturière, portée dans une large mesure par une progression continue des nouvelles commandes.

Le séisme et le tsunami suivis de l'accident nucléaire de Fukushima en mars 2011 avaient entraîné le pays dans la récession. Mais les dépenses de reconstruction des zones dévastées et une solide consommation des ménages ont permis de redresser la pente.

S'agissant de l'évolution des prix, la hausse annuelle de l'IPC global s'est accentuée en février 2012 pour s'établir à 0,3 % (contre 0,1 % le mois précédent). Hors produits alimentaires frais, la variation annuelle de l'IPC affiche également une hausse, passant de - 0,1 % en janvier à + 0,1 % en mars 2012 tandis que l'IPC annuel hors produits alimentaires et énergie passait à - 0,5 % contre - 0,8 % le mois précédent.

Les importations de l'archipel ont augmenté, notamment ses besoins énergétiques. Tokyo a toutefois profité d'une légère augmentation des exportations en début d'année qui a élevé la demande pour les voitures « Made in Japan ».

La Zone Euro

Dans la zone euro, les données d'enquête confirment une stabilisation de l'activité économique à un faible niveau au cours du premier trimestre de l'année 2012. En effet, les 17 pays de la zone euro ont enregistré une croissance nulle au 1er trimestre 2012 après une baisse de 0,3% de son produit intérieur brut (PIB) au dernier trimestre 2011, selon une estimation publiée par l'office européen de statistiques, Eurostat. Ce chiffre est meilleur que prévu et permet à la zone euro d'échapper à la récession, qui est constatée lorsque le PIB se contracte pendant deux trimestres consécutifs.

La hausse annuelle de l'IPCH dans la zone euro s'est établie à 2,6% en mars 2012, après 2,7 % au cours des trois mois précédents.

De manière générale, ce n'est pas la joie dans la zone euro. Les Pays-Bas enregistrent une contraction de 0,2% et l'Espagne perd 0,3% de son PIB. Les chiffres de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande, ne sont pas encore disponibles.

En Allemagne première économie de la zone euro, contre toute attente, l'activité a progressé davantage que prévu au premier trimestre. L'économie

allemande a en effet rebondi de 0,5%, alors que les économistes s'attendaient à une hausse timide de 0,1% du PIB.

Selon l'Office fédéral allemand des statistiques, Destatis, se sont les exportations et la consommation des ménages qui ont tiré la croissance. Les machines-outils, voitures et produits chimiques allemands se sont bien vendus à l'étranger.

En France, comme dans l'ensemble de la zone euro, l'activité a été stable au premier trimestre 2012 (0,0% après +0,1% au quatrième trimestre 2011). L'activité dans les services a augmenté de +0,4% après +0,1% mais la production manufacturière a baissé de -0,8% après +0,3%) et l'activité commerciale de -0,4% après +0,5%. Les températures rigoureuses de février ont soutenu les dépenses de chauffage si bien que la production d'énergie a nettement progressé sur le trimestre (+2,1% après -1,6%). En revanche, le froid a freiné l'activité dans la construction (-0,2% après +0,4%), en particulier dans les travaux publics.

L'inflation atteint 3,5% et freine la consommation des ménages à 1,3%.

La Chine

D'après les chiffres publiés par le Bureau national des statistiques, le PIB a crû de 8,1% en rythme annuel sur les trois premiers mois de l'année, contre 8,9% au trimestre précédent.

Cette dynamique de la croissance s'expliquerait par une croissance de la production industrielle de 11,9%, des ventes au détail de 15,2% et de l'investissement dans l'immobilier et l'équipement, l'un des principaux moteurs de l'économie chinoise de 20,9%.

L'inflation a atteint 3,6%, alors que la consommation interne envoisine les 7,3% au 1^{er} trimestre 2012.

Les données en matière d'offre monétaire semblent aller à l'encontre du scénario d'une poursuite de la décélération de la croissance chinoise, avec le total des nouveaux prêts en mars repassant la barre des 1.000 milliards de yuans (120 milliards d'euros) pour la première fois depuis janvier 2011.

L'Inde

La croissance de l'Inde s'est sévèrement ralenti au premier trimestre 2012, progressant de 5,3% sur un an, bien en-dessous du rythme de croisière, autour de 9%, d'avant la crise européenne. Le pays n'avait plus connu un taux aussi faible depuis le premier trimestre de 2003 (3,6%).

La production du secteur industriel s'est contractée de 0,3% au dernier trimestre, tandis que celles des secteurs agricole, de la construction et des

mines n'ont progressé que modestement. La production agricole a baissé de 2,8%, une production qui représente environ 38% du PIB.

Le Brésil

L'économie brésilienne n'a progressé que de 0,2% au premier trimestre 2012 par rapport au dernier trimestre de l'an dernier.

Le Brésil a perdu de son attractivité depuis la mi-2011 faute d'avoir apporté une réponse adéquate aux questions posées par l'après boom économique de la décennie précédente, sur la question de l'évolution des salaires. Le ralentissement de la croissance en Chine, premier partenaire commercial du Brésil, et la crise en Europe, débouché important pour les produits brésiliens, ont aussi pesé.

Les tensions inflationnistes ont persisté au 1er trimestre 2012, avec l'indexation des salaires et la situation du marché du travail.

1.2. Evolution sur les marchés financiers et de changes

• Marchés financiers

Les tensions financières dans la zone euro s'avivent à nouveau depuis avril 2012, du fait de l'instabilité politique en Grèce et d'un regain d'inquiétude sur la stabilité financière dans plusieurs pays. Ce mouvement, s'il venait à s'amplifier, pourrait affaiblir plus encore l'activité en Europe. À l'inverse, la mise en œuvre de mesures susceptibles de rassurer les marchés financiers sur la stabilité financière de la zone euro pourrait permettre un rebond plus net de l'activité.

La **Banque Centrale Européenne (BCE)** a encore assoupli sa politique monétaire en Janvier 2011 en injectant des montants importants de liquidité dans le système bancaire. Parallèlement, les pays de la zone euro ont renforcé leurs engagements à réduire leurs déficits. En conséquence, les tensions sur les marchés boursiers, obligataires et interbancaires se sont apaisées depuis le début de l'année. Cet apaisement des tensions financières devrait, dans les mois qui viennent, gagner progressivement les conditions de financement des agents privés, même si, pour l'instant, les dernières enquêtes auprès des banques ne signalent pas d'amélioration des conditions de crédit dans la zone Euro.

- **Les taux de changes**

Au cours du premier trimestre 2012, l'euro s'est généralement quelque peu apprécié dans un contexte de diminution régulière de la volatilité. Le taux de change effectif nominal de l'euro, mesuré par rapport aux devises des vingt principaux partenaires commerciaux de la zone euro, se situait 0,5% au-dessus de son niveau de fin décembre 2011 et 3,2% en dessous de sa moyenne de 2011.

En termes bilatéraux, au cours des trois derniers mois, l'euro s'est globalement apprécié par rapport aux principales devises. Entre le 30 décembre 2011 et le 3 avril 2012, l'euro s'est apprécié de 2,9% vis-à-vis du dollar, de 9,1% vis-à-vis du yen et de 2,7% vis-à-vis du renminbi.

Tableau 1 : Evolution des taux de changes

		Euro/dollar US	Euro/Yen Japonais
2007		1,3705	161,25
2008		1,4708	152,45
2009		1,3948	130,34
2010	T1	1,3829	125,48
	T2	1,2708	117,15
	T3	1,291	110,68
	T4	1,3593	112,15
2011	Janvier	1,3359	110,38
	Février	1,3649	112,77
	Mars	1,3999	114,4
	Avril	1,4442	120,42
	Mai	1,4349	116,47
	Juin	1,4388	115,75
	Juillet	1,4264	113,26
	Août	1,4343	110,43
	Septembre	1,377	105,75
	Octobre	1,371	104,572
	Novembre	1,356	104,281
	Décembre	1,318	99,647
2012	Janvier	1,2242	99,476
	Février	1,2253	98,789
	Mars	1,2479	98,634

Source : Banque centrale européenne (BCE) Mars 2012

❖ Evolution du cours du pétrole

Le cours du pétrole s'est établi à 125,45 dollars US le baril du Brent en Mars 2012 contre 114,64 dollars US au mois de mars 2011, soit une hausse de 9,4%. Cela s'explique en partie par les évolutions politiques en Syrie ainsi que quelques troubles aux Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Tableau 2 : Evolution du prix du baril de pétrole

Intitulés	2011			2012			Variation en %	
	Janv.	Févr.	Mars	Janv.	Févr.	Mars	Mars/ Février 2012	Mars12/Mars11
Brent	96,61	103,73	114,64	110,68	119,44	125,45	5,03%	9,43%

Source: www.developpement-durable.gouv.fr

❖ Les matières premières

• Evolution du cours du sucre

Les prix du sucre se sont accrus de 51,8% en mars 2012 par rapport à mars 2011, soit en valeur mais enregistrent une baisse de 4,1% sur trois mois. Ce prix n'arrête pas de dégringoler depuis Juillet 2011. Il est passé de 507,9\$US la tonne en décembre 2011 à 497,3 \$US la tonne en mars 2012. Comparé au mois mars 2011, le prix est en hausse de 51,8% avec 321\$US un an plutôt.

• Evolution du cours du maïs

Les prix mondiaux du maïs ont augmenté de 8,8% entre le dernier trimestre 2011 et le premier trimestre 2012, en raison d'une hausse de la demande liée à ses usages industriels et de la faiblesse des stocks.

• Evolution du cours du riz

Les prix mondiaux du riz sont autour de 577 dollars US la tonne au premier trimestre 2012 contre 250 dollars US la tonne à la même période de l'année 2011, soit une augmentation de plus 100%.

Les mauvaises récoltes enregistrées dans des pays exportateurs (la Thaïlande et le Vietnam), combinées au fait que les stocks mondiaux sont à leur niveau le plus bas, ont globalement eu pour effet d'inquiéter les marchés.

• Evolution du cours du blé

Le prix d'une tonne de blé a enregistré une hausse de l'ordre de 3,4% au 1^{er} trimestre 2012 par rapport au quatrième trimestre 2011 et de 6,4% sur une année.

Tableau 3 : Evolution des cours des matières premières

Années	Mois	Riz US\$/tonne	Maïs US\$/tonne	Sucre US\$/tonne	Blé US\$/tonne
2011	Janvier	259	298	362	288
	Février	263	334	360	305
	Mars	250	328	321	282
	Avril	500,6	318	537	353
	Mai	500,5	309	484	360
	Juin	515,4	311	555,7	334
	Juillet	546,2	299	622,1	306
	Août	577,3	311	611,7	336
	Septembre	615,5	292	587,7	325
	Octobre	602	277	561	302
	Novembre	609,1	273	529,5	293
	Décembre	580,9	261	507,9	290
2012	Janvier	541,1	272	504,7	292
	Février	547,5	283	494,4	296
	Mars	577	284	487,3	300

Source: UNCTAD, *UNCTADstat* Commodity Price Statistics

1.3. L'économie de la Sous-région de l'Afrique de l'Est en 2011

L'Éthiopie :

La forte croissance annuelle que connaît le pays depuis 2004 est restée soutenue en 2011, mais s'est ralentie en début 2012. L'Éthiopie continuera cependant à figurer parmi les pays africains non producteurs de pétrole ayant la croissance la plus rapide.

Des difficultés au niveau macroéconomique ont donné naissance à une inflation forte et persistante. La politique monétaire expansionniste du pays est l'une des principales causes de cette situation et un resserrement de la politique monétaire s'impose pour ramener l'inflation sous la barre des 10%.

Visant à favoriser une croissance à la fois soutenue et reposant sur une large assise, le plan quinquennal de transformation et de croissance (Growth and Transformation Plan - GTP) devrait accroître les occasions de créer des emplois en mettant l'accent sur le développement des petites et moyennes entreprises. Les avancées significatives accomplies sur la voie des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) n'ont pas permis à ce jour d'entraîner une augmentation des emplois en faveur des jeunes du pays.

II. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE

2.1. Production intérieure des biens et des services

2.1.1. Secteur Primaire

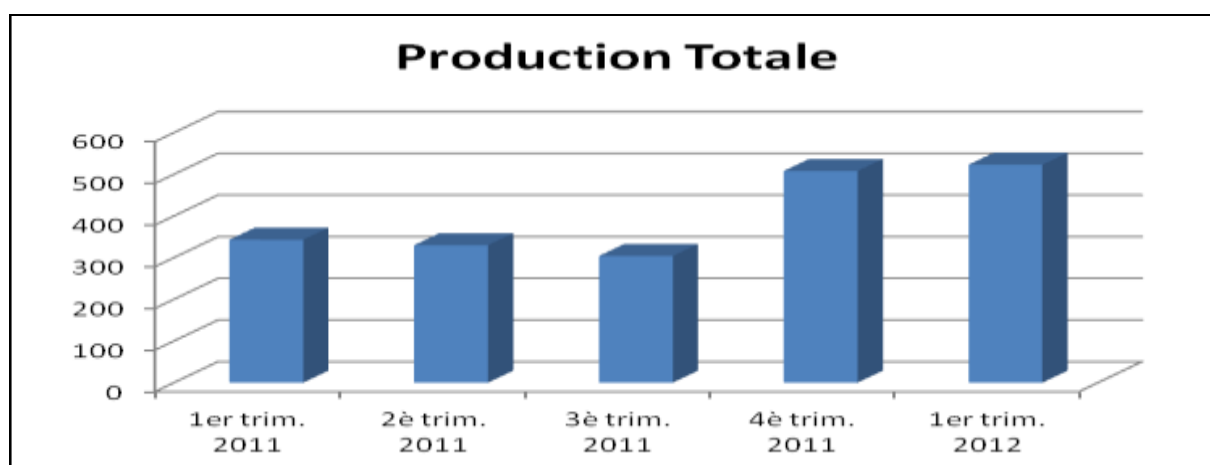
La hausse des activités de la pêche s'est poursuivie au premier trimestre 2012. En effet la production s'est accrue de 3% sur trois mois et de 52% sur une année.

Au total, ce sont 523 tonnes de poissons qui ont été pêchés pour le premier trimestre. En effet, la production la plus importante pour ce trimestre a été débarquée du port de pêche de Djibouti-ville avec 368 tonnes de poissons, un chiffre en progression de 2% par rapport à son niveau du 4^e trimestre 2011.

Tableau 4 : Evolution des produits de la pêche en tonne

	2011				2012	Variation	
	1er trim.	2è trim.	3è trim.	4è trim.	1er trim.	1er trim.12/ 4e trim.11	1e trim. 12/ 1e trim. 11
Production Totale	343	330	304	508	523	3%	52%
-Nord	330	268	48	58	68	17%	-79%
-Sud	13	62	256	450	455	1%	3400%
Sites débarquement	343	330	304	508	523	3%	52%
-Djibouti	215	234	200	360	368	2%	71%
-Société Mer rouge	73	46	47	73	75	3%	3%
-Obock	28	28	34	42	44	5%	57%
-Tadjourah	14	10	14	16	17	6%	21%
-Loyada	13	12	9	17	18	6%	38%

Source : Direction de la pêche



2.1.2. Secteur Secondaire

2.1.2.1. La production de l'énergie électrique

Le premier trimestre 2012 affiche une production de l'énergie électrique en hausse de 9,7% et une consommation d'énergie facturée de 17,23% par rapport à la même période de l'année dernière. Ces hausses résultent essentiellement d'une forte demande de la consommation.

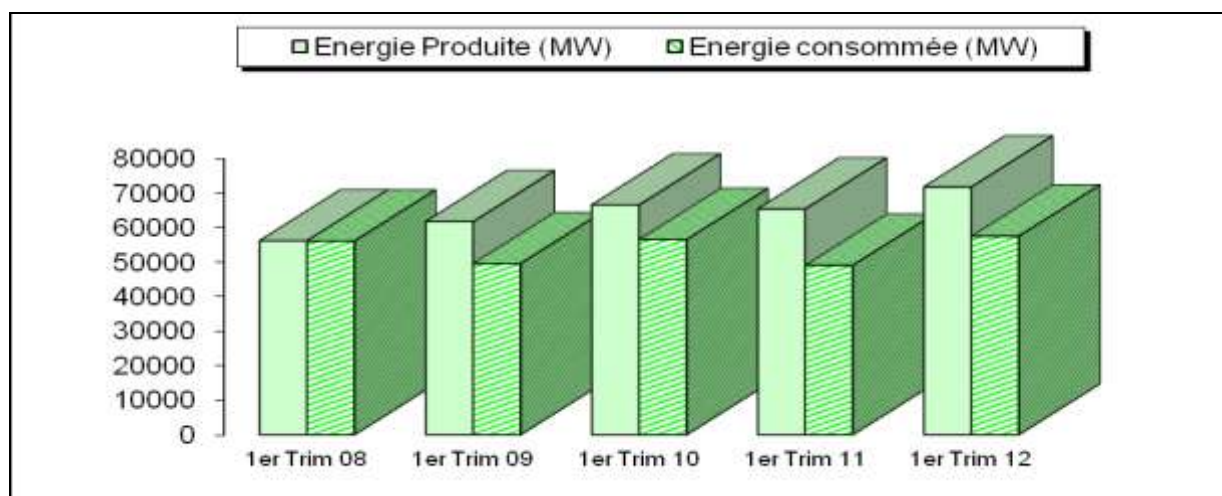
Le nombre d'abonnés s'est établi à 43 725 au premier trimestre 2012 contre 42 630 au premier trimestre 2011, soit 1 095 abonnés en plus (2,57%). L'évolution sur une année se traduit par une augmentation de la production et de la consommation respectivement de 9,77% et 17,23%.

Une meilleure gestion de l'énergie produite fait apparaître un taux de rendement élevé au premier trimestre 2012. Sur un trimestre, le taux de rendement a diminué de dix huit points de pourcentage mais s'est amélioré en glissement annuel de 6,6%.

Tableau 5 : Evolution de la production d'énergie

	2011		2012	Variation	
	1 ^{er} trim.	4 ^e Trim.	1 ^{er} trim.	1 ^{er} tri.12/ 4 ^{eme} tri.11	1 ^{er} tri.12/ 1 ^{er} tri. 11
Énergie produite(MWH)	65 435	87 940	71 827	-18%	9,77%
Énergie facturée (en MWH)	49 113	86 189	57 576	-33%	17,23%
Taux de rendement commercial	75%	98%	80%	-18%	6,67%
Prix de vente moyen en FD	65	60	63	5%	-3,08%
Nombre d'abonnés	42 630	43 317	43 725	1%	2,57%

Source: Electricité De Djibouti



2.1.2.2. Production d'eau

La production d'eau est en hausse au premier trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent. En effet, la production a atteint 4,234 millions de m³, soit des variations trimestrielle et annuelle positive respectivement de 9,43% et 11,83%.

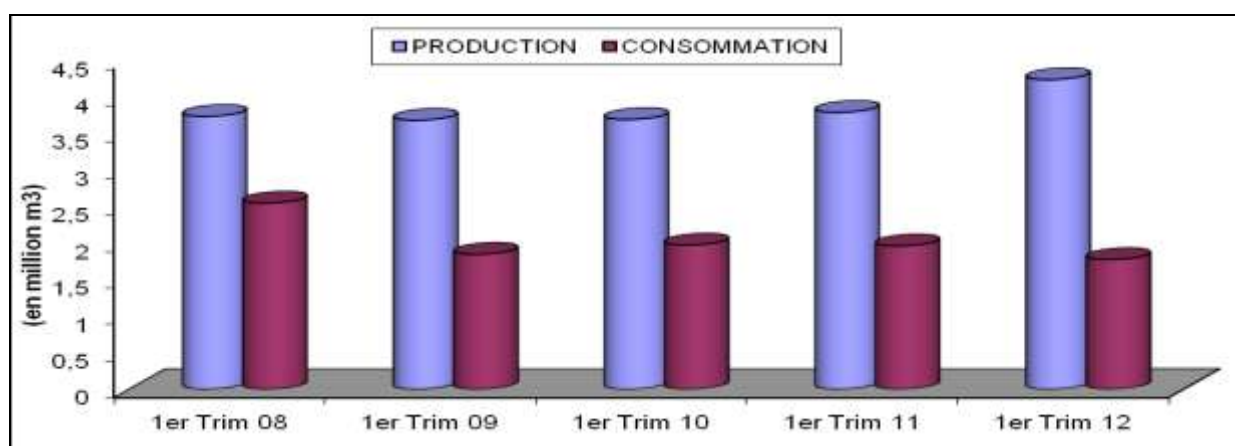
La consommation facturée a par contre baissé de 46,8% sur les trois derniers mois et de 9,5% en glissement annuel. Cette baisse significative durant le trimestre peut s'expliquer par le système de facturation bimensuelle (relevé tous les deux mois). Mais celle enregistrée sur une année témoigne des coupures d'eau survenues dans les quartiers de la capitale.

Tableau 6 : Production et consommation d'eau

Intitulés	2011		2012	Variation en %	
	1 ^{er} trim.	4 ^{ie} Trim.	1 ^{er} trim.	1 ^{er} trim.12 / 4 ^{ie} Trim11	1 ^{er} trim12 / 1 ^{er} trim. 11
<u>Production</u>	3,786	3,869	4,234	9,43%	11,83%
Djibouti-ville	3,218	3,331	3,728	11,92%	15,85%
Districts	0,566	0,537	0,506	-5,77%	-10,60%
<u>Consommation</u>	1,96	3,332	1,773	-46,79%	-9,54%
Djibouti-ville	1,72	2,885	1,584	-45,10%	-7,91%
Districts	0,239	0,447	0,189	-57,72%	-20,92%
<u>PERTE SUR LE RESEAU</u>	29%	31%	32%	3,23%	10,34%
Nombre d'abonnés	25 899	25 155	22 328	-11,24%	-13,79%

Source : Direction de l'ONEAD, unité (en millions de m3)

Le nombre d'abonnés est ressorti à 22 328 au premier trimestre 2012 contre 25 899 au premier trimestre 2011, soit une baisse de 3 571 abonnés soit en valeurs relatives indiquent un taux de -11,24% en variation trimestrielle et -13,79% en glissement annuel.



2.1.2.3. Construction (BTP)

Le redressement de l'activité noté depuis le quatrième trimestre 2011, s'est poursuivi jusqu'au premier trimestre 2012, traduisant ainsi le dynamisme de l'activité, perceptible à travers l'augmentation de la demande de permis de construire. Cette situation est en rapport avec la reprise observée dans les mises en chantier et les nouveaux contrats.

Les permis de construire délivrés au premier trimestre 2012 a augmenté de 160%, soit 26 permis de construire contre 10 permis de construire au dernier trimestre de l'année 2011.

Tableau 7 : Situation des demandes de permis de construire

	2011			2012	Variation	
	1 ^{er} trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	var 1 ^{er} trim12/ 4 ⁱ è ^m trim. 11	var 1 ^{er} trim. 12/1 ^{er} trim. 11
Permis de construire en cours d'instruction	24	7	12	17	+41,67%	-29,17%
Permis de construire en attente de paiement des taxes	19	23	29	33	+13,79%	+73,68%
Permis de construire délivrés	10	27	23	26	+13,04%	+160%
Total	53	57	64	76	18,75%	43,40%

Source : Direction de l'habitat et de l'urbanisme

2.1.3. Secteur tertiaire

2.1.3.1. Transport Maritime

L'activité maritime est restée bien orientée et enregistre des hausses à l'entrée des marchandises acheminées en conteneurs sur trois mois et sur une année grâce à l'activité de transbordement.

A l'Entrée

Le volume de marchandises acheminées par conteneurs connaît une progression relativement importante pour le premier trimestre 2012, traduisant une tendance à la reprise des importations de Djibouti et de l'Éthiopie avec 80 millions de consommateurs et les différents investissements entrepris par le gouvernement. En effet, pour répondre à l'appétit du pays, on dénombre plusieurs tonnes de ciment, de matériels éoliens, du charbon ainsi que des matériels de constructions qui ont transité par les ports de Djibouti.

Les marchandises traitées en transbordements n'arrêtent pas de croître depuis le 1^{er} trimestre 2011 et surtout depuis le début des troubles survenues au Yémen. Sur une année, le port de Doraleh a enregistré presque le double de ses activités dans toutes les rubriques.

Globalement, les résultats du 1^{er} trimestre 2012 concernant les trafics conteneurisés sont en progression par rapport à la même période de l'année précédente et ont atteint 176 701 conteneurs, soit une hausse de 83,05%. Entre le premier trimestre 2012 et le quatrième trimestre 2011, cette hausse est de 13,3%.

Concernant le trafic de transbordement, l'activité a connu une hausse sensible du nombre de conteneurs traités (15,62%) entre le 1^{er} trimestre 2012 et le 4^{ème} trimestre 2011; et en comparaison annuelle, le volume est passé de 65 375 conteneurs à 123 455 conteneurs, soit une hausse de plus de 88,84%.

Tableau 8 : Evolution marchandises sèches conteneurs à l'entrée

Intitulés	2011		2012	Variation en %	
	1 ^{er} trim.	4 ^{ème} trim.	1 ^{er} trim.	1 ^{er} trim. 12/ 4 ^{ème} trim. 11	1 ^{er} trim.12/ 1 ^{er} trim.11
Djibouti	4 673	6 743	7 523	11,57%	60,99%
Ethiopie	26 484	42 457	45 723	7,69%	72,64%
Transbordement	65 374	106 779	123 455	15,62%	88,84%
Total	96 532	155 979	176 701	13,29%	83,05%

Source : DCT en nombre de conteneur

Au cours du 1^{er} trimestre 2012, les marchandises transportées en vrac ont connu une légère hausse en variation trimestrielle de 1,66% et de 0,94% sur une année, soit une progression de 6 553 tonnes par rapport à Mars 2011. Cette hausse est essentiellement liée à la croissance du volume des marchandises éthiopiennes acheminées en vrac (+8,68%).

Les importations Djiboutiennes en vrac connaissent une légère hausse de 1,08% sur trois mois mais marque le pas sur une année (-13,17%).

Tableau 9 : Evolution marchandises en vrac à l'entrée

Intitulés	2011		2012	Variation en %	
	1 ^{er} trim.	4 ^{ème} trim.	1 ^{er} trim.	1 ^{er} trim. 12/ 4 ^{ème} trim. 11	1 ^{er} trim.12/ 1 ^{er} trim.11
Vrac(en T)	699 205	694238	705 758	1,66%	0,94%
Djibouti	246 073	211374	213 653	1,08%	-13,17%
Ethiopie	452 795	482864	492 105	1,91%	8,68%
Somalie	0	0	0		
Transbordement	337	0	0		

Source : PAID, DCT unité en tonne

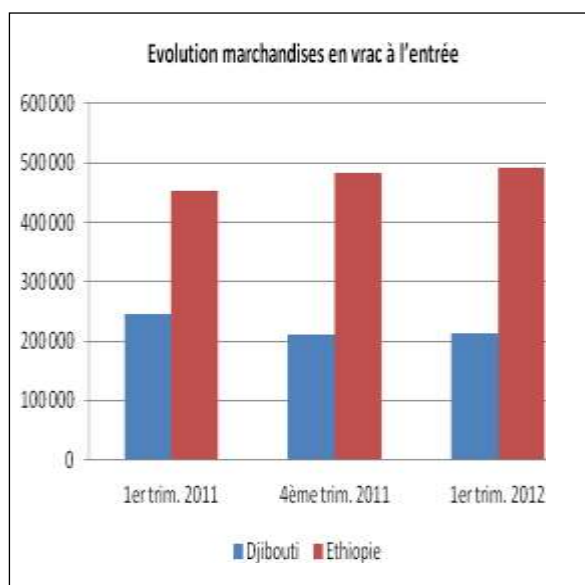
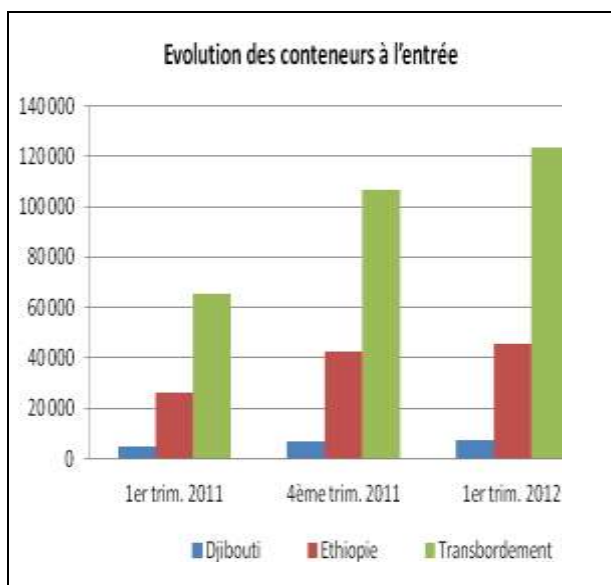
Les importations d'hydrocarbures enregistrées au port ont connu une légère augmentation de 1,22% entre le premier trimestre 2012 et le quatrième trimestre de l'année 2011.

La demande Djiboutienne en hydrocarbures a enregistré quant à elle une augmentation de son volume en variation trimestrielle de 3,72%, la même tendance est observée en glissement annuel avec un accroissement de 32,75%.

Tableau 10 : Evolution des importations d'hydrocarbures

Intitulés	2011	2012		Variation en %	
	1er trim.	4 ^{ème} trim.	1er trim.	1 ^{er} trim. 12/ 4 ^{ème} trim. 11	1 ^{er} trim.12/ 1 ^{er} trim.11
hydrocarbure	958 465	962 724	974 466	1,22%	1,67%
Djibouti	42 879	54 882	56 923	+3,72%	+32,75%
Ethiopie	915 586	907 842	917 543	1,07%	0,21%

Source : PAID, DCT unité en tonne



A la sortie

A la sortie du port, le volume des marchandises expédiées en vrac a connu une baisse de 18,83% au 1^{er} trimestre 2012, entraînée par la diminution des mouvements des marchandises éthiopiennes de 18,27%.

Néanmoins en comparaison trimestrielle, le trafic de marchandises en vrac à la sortie du port affiche une hausse de 22,94%, ce qui correspond à plus de 4 000 tonnes.

Tableau 11 : Evolution des exportations de marchandises en vrac

Intitulés	2011		2012	Variation en %	
	1er trim.	4è trim.	1er trim.	1 ^{er} trim. 12/ 4ème trim. 11	1 ^{er} trim.12/ 1 ^{er} trim.11
Djibouti	245	583	634	8,75%	158,78%
Ethiopie	27 845	18444	22758	23,39%	-18,27%
Somalie	0	0	0	0,00%	0,00%
Transbordement	728	0	0	0,00%	-100,00%
Total	28 818	19027	23392	22,94%	-18,83%

Source : PAID, DCT unité en tonne

2.1.3.2. Transport aérien

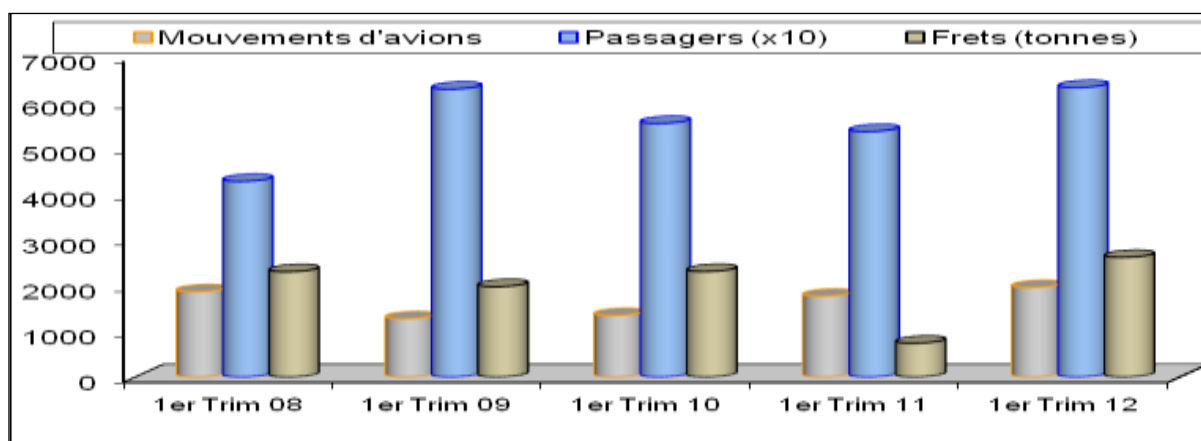
Au premier trimestre de l'année 2012, l'activité aérienne a progressé positivement après la hausse observée au quatrième trimestre 2011. Le nombre de passagers a connu un accroissement de 17,92% comparé à Mars 2011, soit 9 605 passagers supplémentaires enregistrés à l'Aéroport International de Djibouti. Le fret, quant à lui, continu a augmenté avec +253% de variation pour le premier trimestre de 2012.

La situation trimestrielle est aussi en progression puisque le nombre de passagers et le fret ont respectivement augmenté de 4,75% et de 18,07%.

Tableau 12 : Evolution de l'activité du transport aérien

Intitulés	2011	2012		Variation en % 2012/2011	
	1er trim.	4è trim.	1er trim.	1 ^{er} trim. 12/ 4ème trim. 11	1 ^{er} trim.12/ 1 ^{er} trim.11
Mouvements d'avions (nombre)	1 768	1 887	1 958	3,76%	10,75%
Passagers (nombre)	53 606	60 347	63 211	4,75%	17,92%
Fret (en Tonnes)	740	2 214	2614	18,07%	253,24%

Source : Aéroport International de Djibouti



2.1.3.3. Transport routier

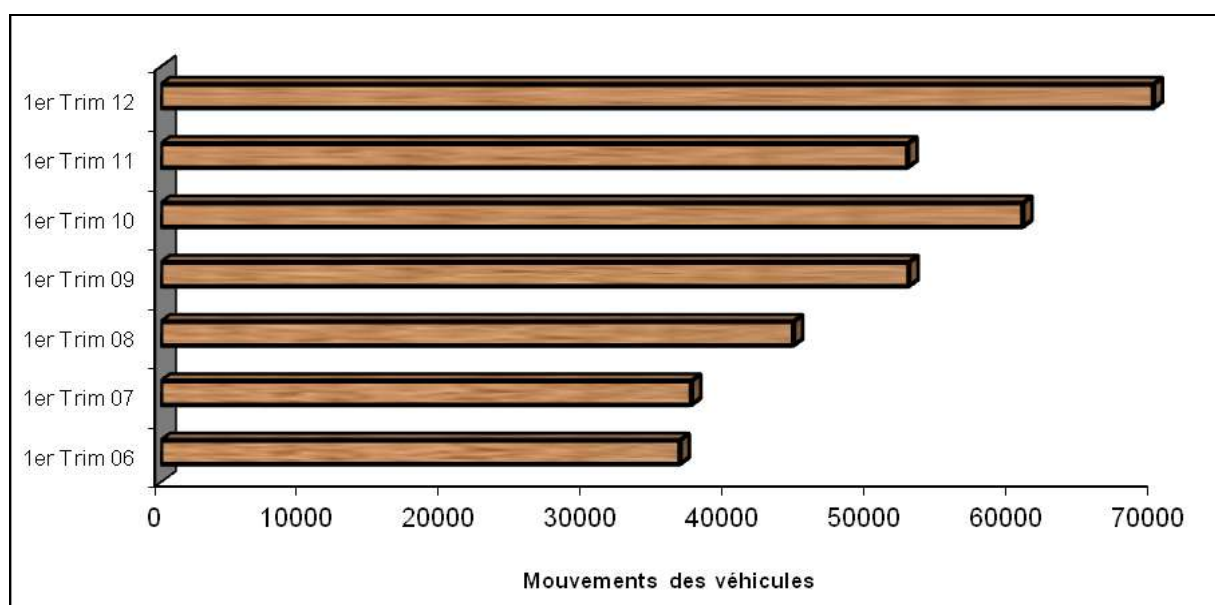
Le transport routier est marqué par une hausse du trafic. Au premier trimestre 2012, on a noté un mouvement de 71 808 camions contre 65 688 au trimestre précédent, soit une progression de 9,32%. En glissement annuel, l'activité des transports routiers est en hausse de 36,33%.

Le mouvement de camions en direction de la Somaliland est resté très faible, soit environ 152 camions.

Tableau 13 : Evolution du transport routier

	2011		2012	Variation en %	
	1er trim.	4è trim.	1er trim.	4è trim.11/ 1è trim. 12	1è trim. 11/ 1è trim.12
Mouvements vers l'Ethiopie :	52 566	65 507	71 656	9,39%	36,32%
BTE (bureau de transit éthiopien)	25 599	34 738	37 621	8,30%	46,96%
PK 51	8 069	4 588	6 592	43,68%	-18,30%
PK 20	18 898	23 435	24 381	4,04%	29,01%
PK 13		2 746	3 062	11,51%	100,00%
Autres mouvements :					
T.S (Transit Somalilandais)	105	181	152	-16,02%	44,76%
Total	52 671	65 688	71 808	9,32%	36,33%

Routier (FER), unité (en nombre de mouvements de camions)



2.1.3.4. Développement de l'offre de transport

On note une croissance des immatriculés de véhicules au premier trimestre 2012 de 2,29% en comparaison avec ceux du trimestre dernier et de 39,27% sur une année. Les immatriculations de remorques sont en hausse de 11,76% sur trois mois et de 69% sur une année. Ce taux indique que le secteur des transports à Djibouti est entrain de se renforcer.

Les immatriculations de camionnettes, quant à elles, ont augmenté de 66,7% sur trois mois et de 400% sur une année.

Tableau 14 : Evolution des immatriculations de véhicules

	2011		2012	Variations	
	1er trim.	4è trim.	1er trim.	1er T.12/4 èm Trim 2011	1er T.12/1er Trim 2011
Camions	74	83	68	-18,07%	-8,11%
Camionnettes	3	9	15	66,67%	400 %
Remorques	45	68	76	11,76%	68,89%
Bus	1		3		200%
Fourgonnettes	6	3	2	-33,33%	-66,67%
Voitures particuliers	378	536	541	0,93%	43,12%
Motos	38	43	54	25,58%	42,11%
Total	545	742	759	2,29%	39,27%

Source : Direction des mines et de la sécurité routière

2.1.3.5. Télécommunications

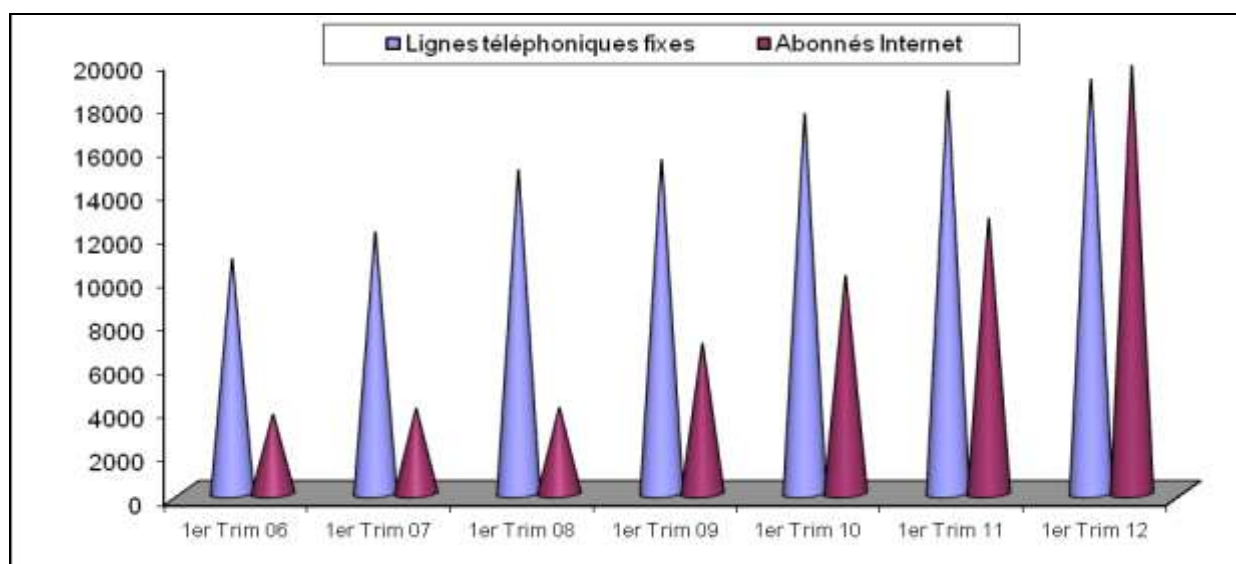
Au niveau des services de télécommunication, les données disponibles indiquent que le nombre d'abonnés à l'internet a augmenté de 7 013 abonnés en passant de 12 622 à 19 635 abonnés entre le mois de mars 2011 à mars 2012, soit une hausse de 55,5%, expliquée essentiellement par les abonnements à l'internet haut débit. En glissement annuel, le haut débit a quasiment doublé, passant de 8 801 à 15 803 abonnés. Le bas débit n'existe très peu et a enregistré quant à lui une légère hausse de 0,28% sur une année.

Le total des lignes téléphoniques enregistre une progression de 13,36% sur glissement annuel et de 2,23% sur trois mois. Les abonnés GSM affichent +14,56% en comparaison à Mars 2011, et +1,79% sur trois mois.

Tableau 15 : Evolutions des services de télécommunication

	2011		2012	Variations	
	1er trim.11	4 ème trim.11	1er trim.12	4è trim.11/ 1è trim.12	1è trim.11/ 1è trim.12
Total lignes téléphoniques	192 746	213 731	218 495	2,23%	13,36%
Lignes tél fixes	18 483	18 442	19 012	3,09%	2,86%
Tél fixe CDMA (rural) et Télécentres	2 752	2 249	2 997	33,26%	8,90%
Abonnés GSM	171 511	193 040	196 486	1,79%	14,56%
Total d'abonnés Internet	12 622	16 680	19 635	17,7%	55,5%
Abonnés Internet Bas débit	3 821	3 824	3 832	0,20%	0,28%
Abonnés Internet haut débit	8 801	9 962	15803	58,63	79,56%
Internet 3G		2 894			

Source : Djibouti Télécom



2.1.3.6 Tourisme

Les hôtels de la place affichent un nombre de nuitées égal à 40 888 au premier trimestre 2012. On note une hausse de 11,27% comparée au quatrième trimestre 2011 et de 24,37% sur une année. Le nombre de nuitées suit les mêmes tendances que ceux du nombre de passagers dans le transport aérien.

Tableau 16 : Evolution des arrivées de touristes

Intitulés	2011	2012		Variation en %	
	1er trim.	4ètrim.	1er trim.	1trim.12/ 4trim. 11	1trim. 12/1trim11
Nuitées	32 872	36 743	40 884	11,27%	24,37%

2.2. Indice des prix

L'indice des prix à la consommation du mois de mars 2012 affiche une baisse de -0,46% en variation mensuelle. Cette baisse s'explique par celles des prix des fonctions "Produits alimentaires, boissons et tabacs" (-1,25%), "Articles habillements et chaussants" (-0,73%) et de « santé » (-0,61%).

L'indice des prix de la fonction "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » a connu une hausse mensuelle de +0,86%. Cette hausse des prix est imputable au poste « Combustibles liquides» (kérosène) (+2,3%). Les prix des autres postes de la fonction n'ont pas varié au cours du mois de mars 2012.

En glissement annuel, les prix de la fonction "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" ont diminué de -4,81%.

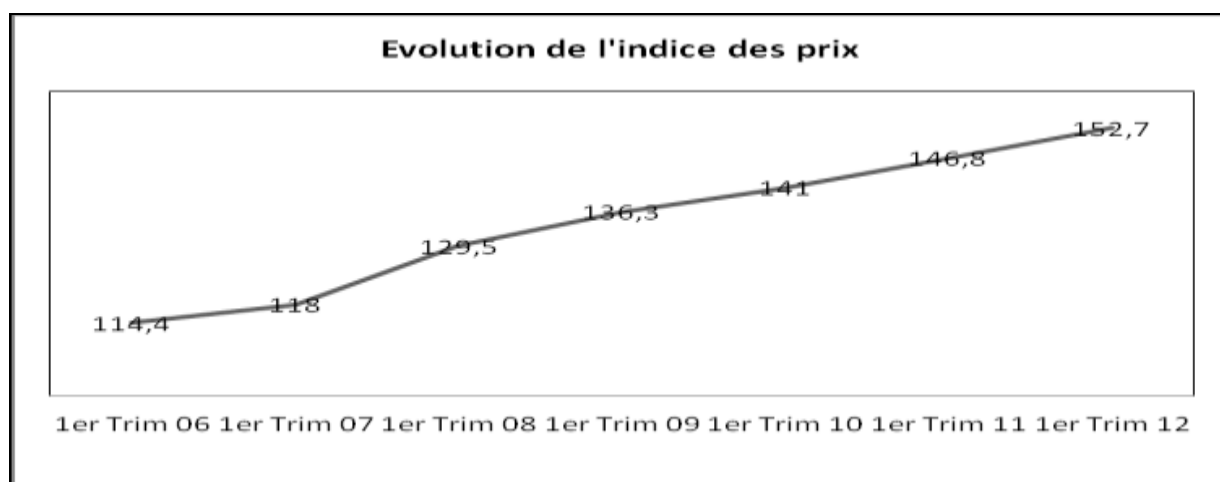
Les fonctions "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" et "Biens et services divers" ont enregistré des hausses annuelles respectivement de +3,25% et +12,23%.

Les prix des autres fonctions n'ont pas connu de variations significatives de prix au cours du mois.

Tableau 17 : Evolution de l'indice des prix à la consommation

Intitulés	2011	2012			Variation en %	
	Mars	Janvier	Février	Mars	Mars12/ Février 12	Mars 12/mars 11
01 Prod alim, bois et tabac	162,3	177,4	175,4	173,2	-1,25%	6,72%
011 Alimentaires	174,1	193,4	189,3	186,9	-1,27%	7,35%
012 Boissons	100,3	102,1	102,2	100,7	-1,47%	0,40%
013 Tabac	136,9	142,3	145,4	143,6	-1,24%	4,89%
02 Articles habillement et chaussants	103	108,9	109,7	108,9	-0,73%	5,73%
03 Logt, eau, élect., gaz et autres	147,6	139,3	139,3	140,5	0,86%	-4,81%
04 Ameublt., équ. Ménager, entret.	107,7	110,2	110,8	111,2	0,36%	3,25%
05 Santé	114,7	116,1	114,5	113,8	-0,61%	-0,78%
06 Transports	139	143	143,1	145,2	1,47%	4,46%
07 Loisirs, Spectacles et culture	95,4	95,1	95,1	93,5	-1,68%	-1,99%
08 Enseignement	94	94	95,1	95,1	0,00%	1,17%
09 Hôtels, cafés, restaurants	119	119	120,7	120,7	0,00%	1,43%
10 Autres biens et services	131,6	141,8	147,9	147,7	-0,14%	12,23%
Indice général	146,8	154,2	153,4	152,7	-0,46%	4,02%

Source : DISED



2.3. Création d'activités

Au premier trimestre 2012, on note, selon les informations de la Direction des impôts, une hausse trimestrielle de 4,1% en matière de création nette d'activités dans le secteur privé. Cet accroissement est consécutif à une hausse du nombre de demande de patentes dans les secteurs privés notamment les rubriques « Commerçants et Importateurs.»

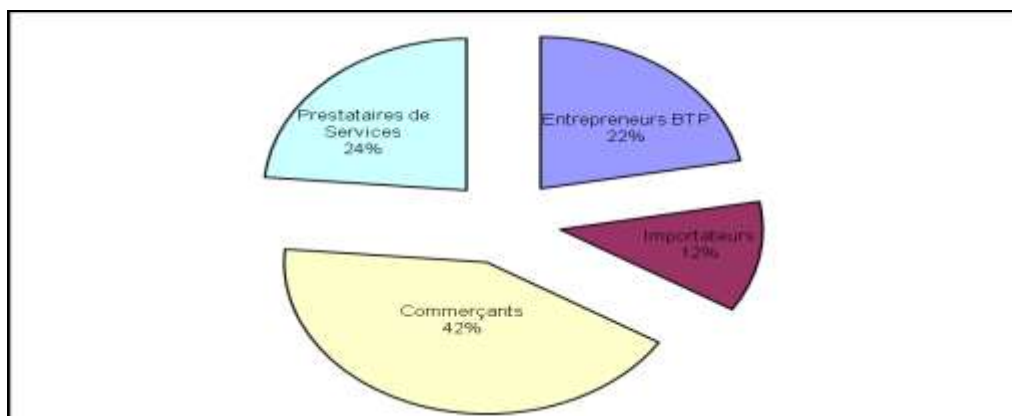
En glissement annuel, la situation est à l'inverse dans la mesure où l'on observe une baisse de la création d'activités de 5,93% dans l'ensemble.

Entre le quatrième 2011 et le premier trimestre 2012, on observe une réduction de l'effectif d'entrepreneurs passant de 36 à 28, soit une baisse d'environ 22,2% ; en glissement annuel, la baisse est de 31,7%.

Tableau 18 : Situation de la création des entreprises

Secteurs	2011	2012		Variation	
	1er trim.	4 trim.	1er trim.	1trim.12/ 4trim.11	1trim. 12/1trim11
Entrepreneurs BTP	41	36	28	-22,2%	-31,7%
Importateurs	8	5	15	200,0%	87,5%
Commerçants	56	49	54	10,2%	-3,6%
Prestataires de Services	28	32	30	-6,3%	7,1%
Total	135	122	127	4,1%	-5,9%

Source : Direction des Impôts, unité nombre



III. LES FINANCES PUBLIQUES

Au terme du premier trimestre 2012, la gestion des finances publiques a été caractérisée par une progression à la fois des recettes budgétaires et des dépenses publiques.

En effet, les recettes budgétaires, évaluées à 14,921 milliards de FDJ, enregistrent une progression annuelle de 976 millions de FDJ et les dépenses totales ont cru de 2,917 milliards de FDJ pour s'établir à 19,290 milliards FDJ à la fin de ce trimestre.

Au total, le déficit du solde global base ordonnancement (dons compris) est ressorti à 2,060 milliards FD au premier trimestre 2012 contre 119 millions au même trimestre de l'année 2011.

3.1. Tableau des opérations financières de l'Etat

3.1.1. Evolution des recettes

La progression des recettes budgétaires de 6% en cumul au terme de ce trimestre est due à la hausse des recettes non fiscales et des dons qui sont en hausse respectivement de 32,8% et de 85,46%.

- **Les impôts directs**

Les impôts directs se sont établis à 4,423 milliards de FDJ au premier trimestre 2012, soit une diminution de 455 millions de FDJ (-9,33%) par rapport à la même période de l'année précédente.

Cette contre performance s'explique par le niveau de recouvrement de l'impôt sur les sociétés par rapport à l'année dernière.

- **Les impôts indirects**

Les impôts indirects ont baissé de 3,32% pour s'établir à 4,449 milliards de FD au 1^{er} trimestre 2012 contre 4,602 milliards de FD au même trimestre de 2011. Cette baisse ne reflète pas totalement la réalité tant du fait que certains enregistrements effectués dans cette période apparaitront dans les prochains numéros du TOFE.

Sur une variation mensuelle ce montant est en progression de 26,6%. Cette performance est tirée par la TIC-taxes intérieures qui a progressé de 13,1% et aussi la surtaxe sur le Kath de (+16%).

- **Les recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales au premier trimestre 2012 se sont élevées à 3,869 milliards de FDJ contre 2,913 milliards de FDJ en mars 2011, soit une hausse de 32,8%. En termes de variation mensuelle, l'accroissement est de 7,6%.

- **Les dons**

S'agissant des dons, ils sont évalués à 2,309 milliards de FDJ à la fin du premier trimestre 2012 contre 1,245 milliards de FDJ à la même période de l'année précédente, soit une hausse importante de 1,064 milliards de FDJ, imputable principalement aux dons projets. En effet, les dons projets se sont accrus de 952 millions de FDJ pour s'établir à 1,987 milliards de FDJ au premier trimestre 2012.

Tableau 19 : Evolution des ressources budgétaires

Intitulés	2011			2012			Variation	
	Fév.	Mars	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Mars12/ Fev12	Mars12/ Mars11
Recettes et Dons	8672	16254	75969	6 020	11489	17230	49,97%	6,00%
Recettes budgétaires	7683	15004	62654	5 571	10666	14921	39,89%	-0,55%
Impôts directs	3381	4878	20477	1 693	3291	4423	34,40%	-9,33%
Impôts indirects	3020	4602	21911	2 116	3515	4449	26,57%	-3,32%
Recettes non fiscales	114	2913	13424	1 625	3597	3869	7,56%	32,82%
Dons officiels	989	1245	13315	449	823	2309	180,56%	85,46%
- dons projets	852	1035	10606	375	665	1987	198,80%	91,98%

Source : Trésor National, unité en millions de FD

3.1.2. Evolution des dépenses

S'agissant des dépenses totales, elles sont évaluées à 19,290 milliards de FDJ au premier trimestre 2012, enregistrant ainsi une augmentation de 2,997 milliards de FDJ (+17,8%), comparativement au premier trimestre 2011. Cette progression résulte essentiellement de l'accroissement des dépenses de matériel et des dépenses de salaires.

Pour les dépenses de matériel, elles sont globalement estimées à 4,955 milliards de FDJ contre 4,206 milliards de FDJ un an auparavant, soit une hausse de 749 millions de FDJ (+17,8%).

Les dépenses de salaires ont progressé de 6,7% pour ressortir à 6,539 milliards de FDJ au premier trimestre 2012 contre 6,128 milliards de FDJ au premier trimestre 2011.

Pour l'investissement sur ressources internes, les dépenses ont augmenté de 664 millions de FDJ (+99,7%) pour s'établir à 1,330 milliards de FDJ à la fin du trimestre. Concernant les investissements financés sur ressources externes, ils sont estimés à 3,055 milliards de FDJ sur les trois premiers mois de 2012 contre 2,446 milliards de FDJ un an auparavant, soit une amélioration de 609 millions de FDJ (+25%).

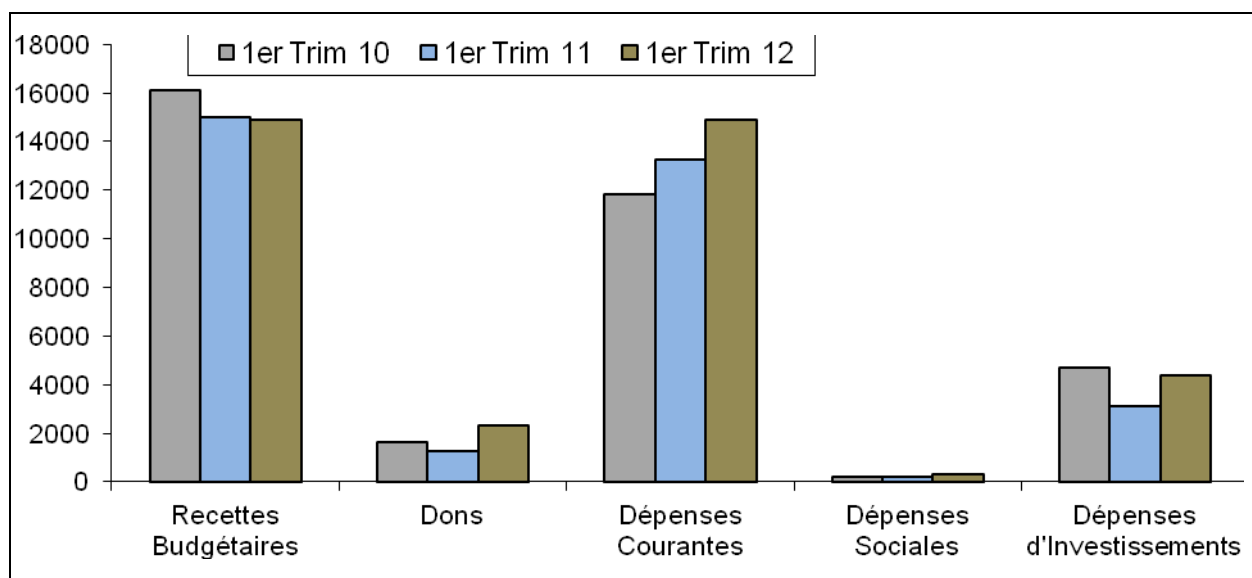
Tableau 20 : Evolution des dépenses budgétaires

Intitulés	2011			Jan	2012		Variation	
	Fév.	Mars	Déc.		Fév.	Mars	Mar.12/Fév.12	Mars.12/Mars.11
Dépenses totales	11574	16373	77661	5 217	11160	19290	72,85%	17,82%
Dépenses courantes	7904	13261	53153	4 496	9104	14905	63,72%	12,40%
Salaires	4173	6128	24584	2 280	4507	6539	45,09%	6,71%
Intérêts	135	248	946	82	135	365	170,4%	47,18%
Matériels	1887	4206	16007	1 178	2635	4955	88,05%	17,81%
Entretien	40	198	1138	20	210	230	9,52%	16,16%
Dép. sociales sur finan ext.	137	210	932	74	158	322	103,80%	53,33%
Investissements	3670	3112	24508	721	2056	4385	113,28%	40,91%
Budgétaire	299	666	7954	143	649	1330	104,93%	99,70%
Extérieur	3371	2446	16554	578	1407	3055	117,13%	24,90%
Solde base ordonnancement	-2902	-119	-1692	803	329	-2060	-726,14%	1631,09%

Source : Trésor National, unité en millions de FD

3.1.3. Le solde budgétaire

Le déficit global base ordonnancement (y compris dons) a été de 2,060 milliards de FDJ contre 119 millions de FDJ au premier trimestre de l'année dernière.



3.2. Le Service de la dette extérieure

Les paiements

A la fin du premier trimestre 2012, les montants mandatés au titre du service de la dette s'élèvent à 1,427 milliards de FDJ, dont 1,079 milliards FDJ en principal et 348 millions FDJ au titre des intérêts correspondant aux échéances de l'IDA, de la BAD, ... etc.

Comparé au premier trimestre de l'année 2011, le service de la dette mandaté est en hausse de 50,53% et les paiements de 68,5%.

Les paiements au titre du principal de la dette extérieure ressortent à 1,348 millions de FDJ à la fin du premier trimestre 2012 contre 800 millions de FDJ au même trimestre de 2011. Les arriérés relevés au premier trimestre 2012 ressortent à 79 millions de FD alors qu'ils culminaient à 148 millions de FD au premier trimestre 2011, soit une baisse de 46,6%.

Tableau 21 : Evolution du service de la dette en 2011

	Jan.11	Fév.11	Mar.11	Jan.12	Fév.12	Mar.12	Variation Mar12/Fév12	Variation Mar12/Mar11
Service de la dette mandaté (échéances courantes)	139	326	948	132	480	1427	197,29%	50,53%
-Principal	56	223	733	80	267	1079	304,12%	47,20%
-Intérêts	84	103	215	52	212	348	64,15%	61,86%
Paiements	92	246	800	130	455	1348	196,26%	68,50%
-Principal	78	184	694	80	335	1018	203,88%	46,69%
-Intérêts	14	62	106	50	120	330	175,00%	211,30%
Stock d'arriérés extérieurs	47	80	148	730	25	79	216,00%	-46,62%
-Principal	37	59	104	123	18	61	238,89%	-41,35%
-Intérêts	10	21	44	627	7	18	157,14%	-59,09%

Source : Direction du financement extérieur, mars 2011

3.3. Investissements publics

L'état d'exécution du programme d'investissement public à la fin du premier trimestre 2012 indique une progression importante des décaissements de 112,5% par rapport au même trimestre de l'année 2011. Le montant des tirages des projets en vigueur sont de 1,794 milliards FDJ contre 948 millions de FDJ au premier trimestre 2011. Les décaissements les plus

importants sont enregistrées dans les secteurs « Agriculture, élevage et pêche », « éducation » « Eau énergie » et « Infrastructures et équipements ».

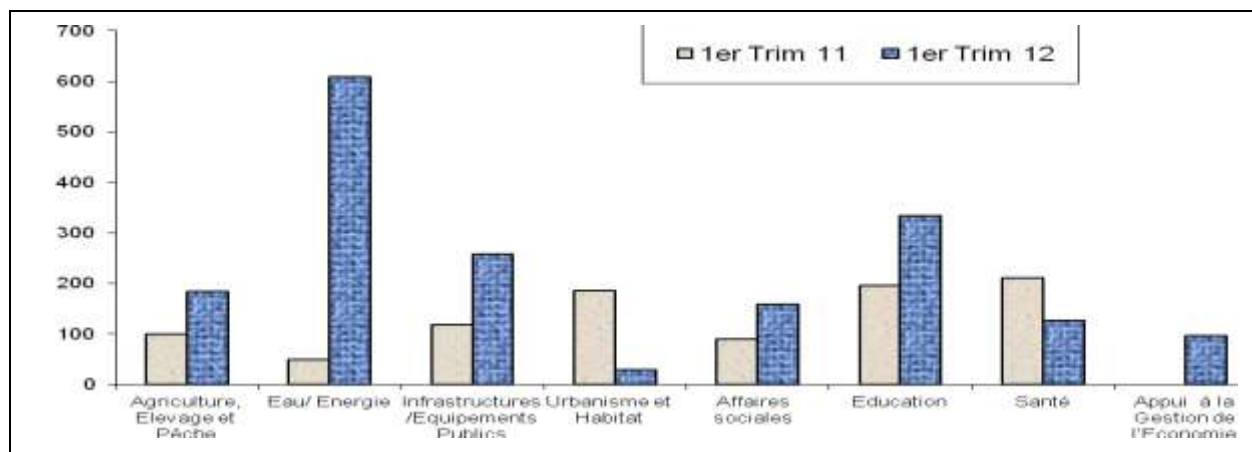
Parmi les secteurs qui ont bénéficié de décaissements à la fin de ce trimestre, le secteur de l'éducation arrive en tête avec 333 millions de FDJ et affiche une croissance de plus de 593% par rapport au 1^{er} trimestre de l'année précédente. Ce secteur représente 30,3% du total des décaissements effectués au premier trimestre 2012.

En deuxième et troisième position arrivent les secteurs de « l'infrastructure et équipement » et «Eau énergie » et « Infrastructures et équipements ».

Tableau 22 : Situation de décaissement des projets

Secteurs	2011			2012			Variation en %	
	Janv.	Févr.	Mars	Janv.	Févr.	Mars	Mars12/Fév12.	Mar12/Mar11
Agriculture, élevage et pêche	29	30	100	21	20	183	815,00%	83,00%
Eau, énergie, Environnement	267	88	49	27	204	609	198,53%	1142,86%
Infrastructures et Equits	211	86	118	493	111	258	132,43%	118,64%
Urbanisme, Logement et Assain.	38	243	186	110	0	29	100,00%	-84,41%
Affaires sociales (pauvreté)	356	53	89	23	127	159	25,20%	78,65%
Education		9	195	57	48	333	593,75%	70,77%
Santé	241	286	211	331	319	127	-60,19%	-39,81%
Appui Gestion Econ.	210	0	0	6	15	96	540,00%	
TOTAL	1163	895	948	1066	844	1794	112,56%	89,24%

Source : Direction Financement extérieur (PIP), unité en millions de FD



IV. LE COMMERCE EXTERIEUR

En volume, les importations du pays se sont élevées à 185 724 tonnes au 30 mars 2012 pour une contre-valeur de 22 283 milliards FD. Par rapport au premier trimestre 2011, les importations en valeur sont en hausse de 20,07% et de 4,24% en variation trimestrielle.

Parmi les produits qui ont vu leur valeur augmenté, on retrouve l'alimentation et boissons (+15,1%), les Machines diverses et appareils électroniques (+409,9%), les Tabacs bruts et manufacturés (+93,3), le Kath (24%), les mobiliers (+81,8%) et les plastiques et dérivés (+122,5%).

Tableau 23 : Evolution du commerce extérieur

Produits importés (en millions de FD)	2011		2012	En volume Net (tonne) au 1 ^{er} trim.2012	Variation en %	
	1er trim.	4èmetrim	1er trim.		Var 1er trim.12/ 4ièm 11	Var 1er trim.12 /1er trim. 11
ALIMENTATION et BOISSONS	4015	4537	4622	38975	1,87%	15,12%
TABACS BRUTS et MANUFACTURES	78	103	134	196	30,10%	71,79%
KATH	1059	1216	1313	1358	7,98%	23,98%
MINERAUX non COMBUSTIBLES	143	389	441	17893	13,37%	208,39%
HYDROCARBURES et DERIVES	7852	7665	7272	99708	-5,13%	-7,39%
PRODUITS CHIMIQUES	621	873	1012	4904	15,92%	62,96%
PLASTIQUES et DERIVES	347	584	772	2157	32,19%	122,48%
PAPIERS, LIVRES, JOURNAUX	155	147	159	718	8,16%	2,58%
TEXTILES et CHAUSSURES	342	428	530	1991	23,83%	54,97%
OUVRAGES en PIERRE, CIMENT, CERAMIQUE, VERRE	179	205	275	2023	34,15%	53,63%
BOIS et OUVRAGES en BOIS (sauf MEUBLES)	182	124	138	928	11,29%	-24,18%
METAUX et PRODUITS des METAUX	268	562	786	5601	39,86%	193,28%
MOBILIER (en BOIS ou AUTRE)	127	194	231	935	19,07%	81,89%
MACHINES DIVERSES et APPAREILS ELECTRIQUES	1647	2876	3185	4426	10,74%	93,38%
VEHICULES et MATERIELS de TRANSPORT	1436	1324	1233	2411	-6,87%	-14,14%
AUTRES MARCHANDISES DIVERSES	108	138	157	1472	13,77%	45,37%
TRANSACTIONS SPECIALES	0,005	11	16	19	45,45%	319900,00%
TOTAL DES IMPORTATIONS	18 559	21 376	22 283	185 724	4,24%	20,07%

Source : DISED

V- LA MONNAIE ET LE CREDIT

La masse monétaire a progressé de 2,75% en mars 2012 par rapport au mois de mars de l'année précédente en s'établissant à 194,952 milliards FD et de 2,18% en variation mensuelle. Les avoirs extérieurs nets se sont établis à 137,842 milliards FD en mars 2012 contre 144,977 milliards en mars 2011.

Quant aux crédits, il est surtout observé une poussée des crédits intérieurs de 22,24% sur une année et de 4,06% sur trois mois.

Le crédit alloué à l'Etat a augmenté de 37,4% sur une année mais baisse de 92,3% sur un mois, celui octroyé à l'économie augmente de 2,6% en glissement annuel.

Au niveau des dépôts, les dépôts en franc Djiboutien sont en hausse de 4,08% sur un trimestre mais se contractent à hauteur de 0,04% sur une année.

Les dépôts en devises se sont établis à 84,531 milliards de FDJ en mars 2012 contre 76,007 milliards FDJ au même mois de l'année précédente.

Tableau 24 : La masse monétaire et sa contrepartie

Intitulés	2011		2012		Variation en %	
	Fev.	Mar.	Fev.	Mar.	Mar12/Fev12	Mar12/Mar11
Avoirs extérieurs nets	140 299	144 442	134 977	137 842	2,12%	-4,57%
Autorités monétaires	37 860	38 592	37 741	36 795	-2,51%	-4,66%
Banques commerciales	102 439	105 850	97 236	101 047	3,92%	-4,54%
Crédits intérieurs	154 144	68 470	80 434	83 701	4,06%	22,24%
Créances sur Etat	91 147	7 041	9 228	12 385	34,21%	75,90%
Crédits à l'économie	62 997	61 429	71 206	71 316	0,15%	16,10%
Autres postes nets	-29 350	-23 168	-24 613	-26 590	8,03%	14,77%
Masse monétaire	183 093	189 740	190 800	194 952	2,18%	2,75%
Monnaie Fiduciaire	20 266	20 972	20 521	20 995	2,31%	0,11%
Total Dépôts en FD	85 763	89 284	85 749	89 250	4,08%	-0,04%
Dépôts à vue en FD	60 070	63 147	57 140	56 437	-1,23%	-10,63%
Autres dépôts	25 693	26 137	28 609	32 813	14,69%	25,54%
Dépôts en devises	76 597	76 007	84 706	84 531	-0,21%	11,21%

Source : Banque Centrale de Djibouti, unité en millions de FD

